

Voilà le côté personnel du chômage, ce qu'il représente de souffrances et de désenchantement pour les chômeurs. Que dire aussi des biens et des services qu'ils produiraient s'ils avaient un emploi? D'après les économistes, si ces personnes avaient travaillé l'an dernier, elles auraient produit pour une valeur d'environ 5 milliards de dollars. Ces produits auraient été mis sur le marché. Et que dire des impôts que ces 500,000 personnes auraient payés si elles avaient eu un emploi? Les seuls impôts sur le revenu auraient probablement apporté un autre milliard de dollars. Dans la conjoncture actuelle, nous devons leur verser des secours et des prestations d'assurance-chômage et elles doivent restreindre leurs achats parce qu'elles n'ont pas d'argent à dépenser.

Le gouvernement est coupable d'avoir totalement négligé les programmes fiscaux et sociaux qu'il aurait dû établir il y a un an. L'été dernier encore, le premier ministre (M. Trudeau) déclarait qu'il ne modifierait pas sa politique; si on ne l'aimait pas, on n'avait qu'à s'en accommoder. Ce sont des accommodements qui font mal, monsieur l'Orateur, mais aucun membre du gouvernement n'admettra qu'il a échoué de façon tragique sur le plan économique. Le ministre des Finances (M. Benson) ressemble au garçon qui, sans s'en rendre compte, se retrouve seul sur le pont en flammes après que tout le monde a fui. Oui, le gouvernement allait mater l'inflation.

J'ai trouvé intéressant un article paru ce mois-ci dans un journal qui s'est toujours montré très favorable au gouvernement, le *Financial Times*. Voici ce qu'il déclarait:

En 1965, les gouvernements à tous les échelons se contentaient de moins d'un tiers du produit national brut. Beaucoup trouvaient que c'était déjà trop. En 1967, la part du gouvernement était passée à 35 p. 100. En 1970, elle dépassait tout juste 38 p. 100.

En fait de revenu personnel seulement, le Canadien moyen versait en 1967 \$15 aux gouvernements pour chaque tranche de \$85 qu'il avait le droit de garder pour lui-même et sa famille. En 1970, les gouvernements prenaient \$19 et lui en laissaient \$81.

Bon nombre de Canadiens ont naturellement cédé une part beaucoup plus importante de leur revenu aux gouvernements. La majorité de la population active, ayant la possibilité de gagner largement sa vie, a gardé beaucoup moins que 80 p. 100. Une minorité ayant une capacité de gain inférieure en a retenu une plus forte proportion. La forte minorité n'ayant que peu ou pas de capacité de gain a puisé dans ce qui avait été versé par le reste. Et une armée toujours plus grande de fonctionnaires en a vécu.

Cette moyenne reste en deçà des charges supportées par tout citoyen productif au profit des gouvernements. Les impôts sur les sociétés et les entreprises rentrent dans cette sous-estimation car, en fin de compte, ce sont les particuliers qui en font aussi tous les frais.

Ces taxes peuvent se traduire par des prix plus élevés pour le consommateur, un salaire rogné davantage pour l'employé ou des dividendes plus faibles pour l'investisseur. Mais elles retombent toutes sur les individus.

Les gouvernements sont friands de ces taxes qu'ils aiment qualifier d'indirectes. Comme le dentiste, ils sont experts dans l'extraction sans douleur. Voilà pourquoi ils s'en tiennent à des tactiques telles que la taxe de vente du manufacturier qui fait partie du prix final exigé du consommateur (incidemment, elle augmente à chacune des étapes de la distribution). Voilà pourquoi on est friand des prélèvements indirects, telles les retenues sur le salaire à des fins de pension.

● (9.00 p.m.)

Les présumées taxes indirectes, dissimulées sous le nom de contributions, atteignent maintenant près d'un dixième des versements que font les particuliers aux gouvernements, et davan-

tage peut-être pour les entreprises. A ce niveau, un gouvernement se fait illusion en croyant que ces taxes ne se font pas sentir et sont indirectes.

Ce qu'on oublie, c'est que les Canadiens actifs—de toutes les couches sociales et de toutes les catégories de revenu—sont décidés à contrebalancer l'augmentation de l'inflation et des impôts. Ce qui les intéresse, c'est le revenu réel qui leur reste à dépenser, et ce revenu s'est moins accru que les prix et les impôts.

C'est ce qui a rendu nécessaires les augmentations de salaires. Le gouvernement allait maîtriser l'inflation, même en créant du chômage. Bien qu'il ait un peu atténué l'ardeur de l'inflation, il a créé en même temps le niveau de chômage le plus élevé depuis dix ans. Voilà une réalisation dont il devrait s'enorgueillir, monsieur l'Orateur. Le gouvernement a entravé l'expansion économique et ralenti l'industrie. De ce fait, des emplois ont été supprimés. En outre, nous avons le taux de chômage le plus élevé de tous les pays développés du monde. Les rôles de l'assistance publique se sont allongés dans tout le pays, au point où les municipalités ont du mal à y faire face. Acculées, elles lésinent de plus en plus, au détriment des bénéficiaires. Qu'est-ce que le gouvernement entend faire pour corriger la situation? C'est lui qui nous a mis dans ce pétrin et s'il ne savait pas ce qu'il faisait, il aurait dû le savoir. C'est notre gouvernement qui a le plus mal réussi dans le monde occidental.

Quel est le remède? Aux États-Unis, le gouvernement a réduit les impôts des sociétés commerciales et des particuliers. La Grande-Bretagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Allemagne ont fait de même, mais non le Canada, monsieur l'Orateur. Notre ministre des Finances s'est entêté et a refusé de réduire ces impôts.

J'aimerais demander au gouvernement pourquoi il a agi ainsi? Le calcul est simple, si la rémunération nette d'un contribuable augmente par suite de la suppression d'impôts, il n'a plus alors besoin d'une augmentation de salaire aussi élevée. En fait, on n'exercerait pas autant de pressions en vue d'obtenir des augmentations de salaires. Il en est de même des impôts des sociétés commerciales. Si on les réduisait, les entreprises pourraient mieux soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux. Mais le gouvernement a refusé de prendre aucune de ces mesures, même si, je le répète, les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Allemagne l'ont fait.

Pour n'avoir pas supprimé la taxe de vente fédérale, le gouvernement a été condamné par un journal qui appuie en général sa politique, le *Financial Times*. Même le logement à prix modique est grevé de nombreuses taxes cachées, que le *Financial Times* décrit très bien. Par exemple, je parlais l'autre jour à un homme qui avait fait faire une simple petite planchette portant une inscription. Il lui en a coûté environ \$9. Il a dû payer une taxe de \$1.08 à l'État fédéral, ce qui portait le prix de la planchette à plus de \$10, et une taxe provinciale de 5 p. 100 en sus, soit environ 55c. Autrement dit, il a dû payer \$10.63 un article qu'il aurait dû pouvoir acheter à \$9. Voilà pourquoi l'ouvrier, le membre d'une profession libérale, etc., ont besoin de plus d'argent, et pourquoi il y a de l'inflation. Le ministre des Finances a augmenté les impôts au lieu de les diminuer, et cette politique a connu un échec retentissant.